



Statistiques

Les partenaires de protection ont entrepris des évaluations rapides sur le terrain par arrondissement au cours du mois d'avril qui ont permis d'estimer à 200,000 le nombre des personnes déplacées internes dans l'Extrême Nord.

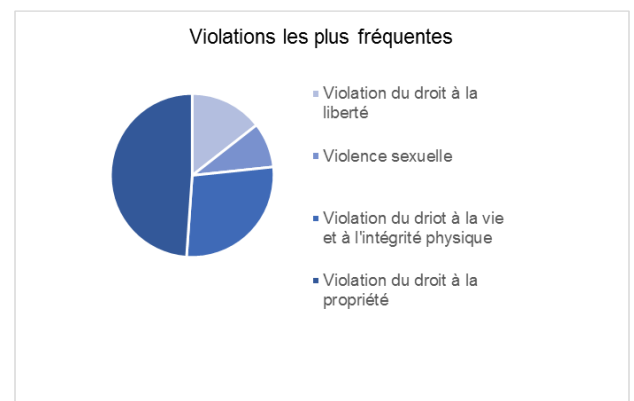
Situation Sécuritaire

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord reste volatile et imprévisible toutefois, un calme relatif a été noté. Ce calme s'explique par les opérations de la force multinationale dans des zones occupées par la secte Boko Haram au Nord-Est du Nigeria, notamment dans la forêt de Sambissa. Les offensives conjointes des armées ne permettent pas à la secte de mener des incursions en territoire camerounais comme par le passé. Cette accalmie a permis le retour de certaines familles de personnes déplacées dans leurs villages d'origine dans le département du Mayo-Sava et également de sécuriser l'espace et l'accès humanitaire dans les zones longtemps restées inaccessibles.

Dans l'arrondissement de Kolofata trois attaques ont été signalées dans les villages de Goudoumboul, Yegoua et Sandawadjri. Des risques d'attaques ont été signalées dans les villages Kerawa et Wawouli. Afin de répondre à ces développements sécuritaires, les forces de maintien de l'ordre ont été alertées et des dispositions sécuritaires ont été prises.

Monitoring de protection

Un total de 16 incidents de protection a été rapporté au cours de la semaine : le département de Mayo Tsanaga est le plus affecté avec 7 incidents (44%), suivi de Mayo Sava avec 6 incidents (37%) et 3 incidents au Logone et Chari (19%). Les populations déplacées ont été les plus touchées avec 8 incidents (53%), suivi des membres de la communauté d'accueil (47%).



Les violations les plus fréquentes sont celles concernant le droit à la propriété avec 9 incidents (44%), violations du droit à la vie et à l'intégrité physique avec 4 incidents (25%), violations du droit à la liberté avec 2 incidents (13%) et un cas de violence sexuelle (8%).

Les problèmes de documentation dans les localités visitées

Le problème de la documentation (le défaut d'acte de naissance et de la carte nationale d'identité) constitue un frein, tant en matière d'accès aux enregistrements qu'à la jouissance des droits et libertés civiles. Durant la semaine, 59 cas d'enfants et adultes sans acte de naissance ont été documentés dans le Mayo Sava, le Mayo Tsanaga et le Logone-et-Chari.



Activités de sensibilisation

Au cours de la semaine trois thèmes principaux ont été abordés dans les trois départements du Mayo Sava, Mayo Tsanaga et le Logone et Chari:

- La protection et les violences basées sur le genre
- Protection de l'enfance et les services disponibles dans la ville de Mokolo et de Gawar
- Pourquoi le suivi de la situation de protection des IDPs.

Une sensibilisation au centre de promotion de la femme et de la famille de Tokombéré (département de Mayo Sava) a eu lieu sur thème « La prévention des violences basées sur le genre (VBG) » dont 25 membres des communautés ont pris part, 02 Focus groupes avec les parents et 04 sensibilisations. Il y a eu un total de 772 participants (424 femmes, 159 hommes, 98 filles et 91 garçons). A la fin de la sensibilisation, les participants ont exprimé le besoin d'organiser des séances de sensibilisations au niveau de leurs différentes communautés et de distribuer des aides mémoires sur le thème qui permettra une large et bonne diffusion de l'information.

Suite aux sensibilisations à Louguere Haoussa et Gawar (département de Mayo Tsanaga), la population PDI's affirment que grâce aux activités de protection ils connaissent leurs droits et services disponibles dans leurs localités. Néanmoins, le manque de moyen financier pour se rendre à l'hôpital, à l'école, dans les communes, les commissariats et même dans les services de justice est un grand problème, leurs villages étant dans les périphéries de Mokolo.



Sensibilisation dans le village de Louguere Haoussa dans le département de Mayo Tsanaga. Intersos.

Contacts:

Roseline Okoro, Deputy Representative (Protection), UNHCR Cameroun, okoro@unhcr.org
Francesco Ardisson, Senior ProCap Protection Officer, ardisson@unhcr.org